



**MINUSCA**

---

**CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA**  
**Mercredi, 11 novembre 2020**

**Textes**

- Vladimir Monteiro, porte-parole de la MINUSCA
- Lieutenant-Colonel Hassan Hakaoui, porte-parole de la Force
- Capitaine Agba Mazalo, porte-parole de la Police

**PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA**

● Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en République centrafricaine et Chef de la MINUSCA, Mankeur Ndiaye, ainsi que la Représentante spéciale adjointe Lizbeth Cullity ont pris part lundi à la cérémonie d'ouverture de la grande rencontre de réconciliation des communautés dans le Nord-est de la RCA, sous la présidence du Chef de l'Etat, Faustin Archange Touadéra.

Dans son discours, le Représentant spécial a invité ces communautés à chasser à jamais les démons de la division et à exalter l'esprit de paix, soulignant que cette « grande réconciliation » est essentielle pour consacrer et renforcer les efforts pour la paix et le vivre ensemble. Il a rappelé la contribution et la concertation de différents acteurs ayant permis la tenue de la rencontre, parmi lesquels la MINUSCA.

Le Représentant spécial a également salué le rôle des Comités de mise en œuvre préfectoraux (CMOP) et des Comités techniques de sécurité (CTS), mis en place dans le cadre de l'Accord politique pour la Paix et la Réconciliation en RCA (APPR-RCA), pour s'être illustrés comme de soutiens forts aux processus locaux de paix et aux efforts de coexistence pacifique entre les communautés. Il a ainsi cité le pacte de non-agression et de cohabitation entre les parties belligérantes de Bamingui-Bangoran, signé le 27 août à Ndélé, la déclaration de Birao « Ville sans armes », la table ronde inclusive du 12 au 14 juin 2019 à Kaga-Bandoro ou encore la signature d'un engagement sécuritaire à Ouadda le 14 août - mettant fin à un cycle de violence interethnique. Le Représentant spécial a ajouté que la MINUSCA continuera à appuyer les CMOP et les CTS ainsi que tous les efforts de paix

S'adressant aux groupes armés présents à Bangui à l'occasion de la grande rencontre de réconciliation des communautés dans le Nord-est de la RCA, le Représentant spécial les a exhortés à renoncer définitivement et durablement à l'utilisation de la force et à accélérer leur dissolution conformément à l'Accord de paix, afin de transiter vers des entités civiles et politiques.

● A moins de deux mois des élections présidentielles et législatives du 27 décembre 2020, la MINUSCA réitère son appel à toutes les parties prenantes à respecter l'ordre constitutionnel et l'autorité de la Cour Constitutionnelle qui est seule juge des élections. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef de la MINUSCA, poursuit ses bons offices, en étroite

coordination avec les partenaires notamment les membres du G5 - un groupe d'États et d'institutions internationales partenaires de la RCA -, en vue de la tenue d'élections inclusives, libres, transparentes, pacifiques et crédibles dans le pays.

- Les Nations unies condamnent fermement les campagnes de désinformation, les discours de haine et d'incitation à la violence contre les casques bleus de l'ONU en RCA. La MINUSCA souligne que la protection du personnel des Nations unies n'est pas négociable.

Alors que le contingent marocain est la cible d'une campagne de dénigrement et d'incitation à la haine, la MINUSCA précise qu'elle procède à la documentation de tous ces discours afin que leurs auteurs puissent répondre de leurs actes. La Mission onusienne met également en garde ceux qui s'en prennent aux casques bleus bangladais dans le nord-ouest de la RCA.

La MINUSCA salue l'attitude de l'écrasante majorité des parlementaires centrafricains qui se sont démarqués des déclarations mensongères et haineuses contre les casques bleus marocains, et se félicite de la position du gouvernement qui soutient le travail des soldats de la paix. La Mission continuera d'accompagner les députés dans le cadre de leurs activités parlementaires.

La MINUSCA félicite l'ensemble de ses casques bleus engagés dans la mise en œuvre de son mandat de protection des populations civiles en RCA, en particulier le contingent marocain pour son professionnalisme, engagement et sens du sacrifice dans l'exécution de sa mission à Obo. Elle rappelle que huit casques bleus marocains, déployés au service de la paix en RCA, ont été tués à Bangassou et le sud de la RCA entre avril 2016 et juillet 2017, suite à des appels à la haine et incitation à la violence. La MINUSCA déclare la « tolérance-zéro » contre tous les messages, discours ou paroles de haine et d'incitation publique à la violence, quelque soit l'auteur.

La MINUSCA rappelle que des instruments pertinents de promotion et de protection des droits de l'homme prohibent systématiquement les incitations publiques à la discrimination, à la haine, au racisme et à la violence. Il s'agit notamment du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), du Plan d'Action de Rabat, des Principes de Camden, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes formes de discrimination raciale, des Résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies et du Conseil des droits de l'homme.

Au niveau national, le préambule de la Constitution centrafricaine du 30 mars 2016 exprime l'opposition ferme du peuple centrafricain à tout acte de division et d'entretien de la haine. L'article 292 du code pénal centrafricain stipule ce qui suit : « Est interdite, la diffusion par quelque moyen que ce soit, des propagandes tendant à inspirer aux citoyens ou habitants le mépris de certaines catégories de personnes ou la haine... ».

## **PROCESSUS ELECTORAL**

- L'Autorité Sous-préfectorale pour les Elections (ASPE) de Bria a organisé la première réunion du cadre de concertation après sa mise en place, avec l'appui du bureau de la MINUSCA. Le président de l'ASPE-Bria a informé les neuf membres dudit cadre sur différentes questions liées au processus électoral notamment les conditions d'éligibilité aux élections présidentielle et

législatives ainsi que le rôle des représentants des partis politiques ou candidats, des observateurs et des journalistes.

Par ailleurs, le bureau de la MINUSCA de Bria a également organisé une rencontre avec 20 points focaux d'associations de femmes, qui a permis le lancement d'un forum sur la prévention des conflits électoraux.

## **DDR**

- La section DDR de la MINUSCA à Bria a appuyé la mission de l'UEPNDDR chargée du paiement des 307 ex-combattants (23 femmes) démobilisés récemment. A ce jour, 286 ex-combattants ont déjà été payés. La MINUSCA a également effectué une évaluation à mi-parcours de la campagne de sensibilisation et de mobilisation communautaire en vue de la collecte d'armes. A l'issue de cet exercice, les points focaux communautaires représentant les associations de femmes, des jeunes enclins à la violence et des leaders religieux ont indiqué avoir collecté 230 armes. La collecte d'armes au sein des communautés continuera jusqu'à la fin de l'année.

- Un groupe de 12 bénéficiaires du projet de réduction de violences communautaires (CVR) a achevé la fabrication de huit lits qui ont été acheminés au centre d'isolement et de traitement temporaire Covid-19 de Boungou 1 (29 Km de Bria sur l'axe Bria – Sam Ouandja). Il s'agit d'un appui supplémentaire de la MINUSCA aux autorités locales dans le cadre de la mise en œuvre du plan de riposte contre le Covid-19 à travers le projet CVR, exécuté par la section DDR.

Un autre groupe de 28 bénéficiaires du projet CVR formé en menuiserie a terminé et livré 40 lits à la maternité de référence de l'hôpital régional universitaire de Bria. L'équipement de la maternité nouvellement construite par les bénéficiaires du même projet intervient dans le cadre de la prévention de la propagation de la Covid-19 en milieu hospitalier.

## **DROITS DE L'HOMME**

- Entre le 3 et le 9 novembre 2020, la Division des Droits de l'Homme de la MINUSCA a documenté et vérifié 34 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté 39 victimes (29 hommes, sept femmes, deux groupes de victimes collectives et un garçon). La préfecture la plus touchée est la Ouaka.

La MINUSCA a constaté une hausse de 82.35% du nombre d'incidents et de 71.79% du nombre de victimes comparativement à la semaine précédente (six incidents et 11 victimes). Cette augmentation est le résultat des missions d'investigations dans la préfecture de la Ouaka sur des violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire au cours des quatre dernières années.

Les auteurs présumés documentés sont les anti-Balaka (28 incidents et 32 victimes), l'UPC (deux cas et trois victimes), le FPRC (un incident et une victime) et RJ (un incident et une victime). Des agents de l'Etat sont auteurs de deux incidents et deux victimes.

Les abus et violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire enregistrés la semaine écoulée sont des cas de meurtre (deux cas affectant deux victimes), de menaces de mort (trois cas et quatre victimes), d'atteintes à l'intégrité physique (16 cas et 19 victimes), de menaces d'atteintes à l'intégrité physique (deux cas affectant deux victimes), de viol (un cas affectant une victime), d'expropriation / confiscation de propriétés (quatre cas et quatre victimes dont un groupe de victimes collectives), de privations de liberté (trois cas et quatre victimes), de destruction / pillage de propriété (deux cas et deux victimes) et de taxation illégale (un cas et un groupe de victimes collectives).

## **COVID-19**

A la date du 10 novembre 2020, le nombre de cas actifs de Covid-19 enregistrés à la MINUSCA est de 19. Le nombre total de cas accumulés est de 485 dont 454 guéris et trois décès. Le personnel de la MINUSCA est tenu d'observer les mesures barrières contre la propagation de la pandémie.

## **PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA**

La situation sécuritaire est en nette amélioration sur l'ensemble du territoire centrafricain, en dépit des attaques et incitations à la violence contre la MINUSCA et la population civile, commises par les éléments des groupes armés notamment dans le nord-ouest de la République centrafricaine. La Force de la MINUSCA poursuit sa mission pour aider les autorités centrafricaines et le peuple centrafricain dans leurs efforts pour instaurer une paix et une stabilité durables, conformément au mandat du Conseil de sécurité dans sa résolution 2499 tout en continuant d'apporter son soutien au processus électoral en cours.

A l'ouest du pays, la situation sécuritaire actuelle est généralement calme mais toujours imprévisible en raison de certains crimes et violations perpétrés par éléments des 3R dans différentes localités - Bocaranga, Besson, Kounde, Niem, Kounde et Kouï - qui continuent d'être les points chauds dans la région ouest. Les casques bleus, dans le cadre de l'opération militaire conduite dans cette région, mènent des escortes de sécurité et des patrouilles offensives pour protéger la population civile et neutraliser les groupes armes afin de les empêcher d'occuper des installations essentielles telles que les écoles, les hôpitaux et les centres administratifs et à commettre des actes illégaux et violents. On compte 376 patrouilles effectuées la semaine dernière dans cette région.

Dans le centre du pays, l'opération militaire 'Igana Siriri', à Ndélé, se poursuit toujours conjointement avec une centaine de soldats FACA afin d'assurer la protection des civils et aider à la mise en place de conditions sécuritaires permettant la reprise immédiate des activités humanitaires et de créer les conditions favorables à une solution politique durable. Parallèlement, les bataillons burundais et mauritanien de la Force de la MINUSCA mènent des patrouilles robustes et offensives de jour comme de nuit dans leurs zones de responsabilité pour suivre de très près la situation sécuritaire, assurer la protection des populations civiles, empêcher la circulation des hommes armés et éviter toute escalade de la violence. Dans la région centre, 1030 patrouilles ont été effectuées durant la semaine écoulée.

Dans la partie est, les bataillons marocain et zambien de la Force intensifient les patrouilles offensives pédestres, motorisées et aériennes de jour comme de nuit dans les villes de Bangassou, Obo, Bria et Birao et leurs environs afin de protéger la population civile et sécuriser tous les camps des personnes déplacées. En parallèle, la Force continue également de mener de robustes patrouilles conjointes avec les FACA, pour créer un environnement favorable au déroulement des prochaines élections présidentielles et législatives. La situation sécuritaire se stabilise progressivement dans la région, malgré quelques incidents mais la Force reste en alerte afin de prévenir et répondre aux menaces sous toutes leurs formes. Dans la zone, 746 patrouilles ont été conduites la semaine dernière.

Enfin à Bangui, la Force continue d'assurer la protection du matériel électoral à M'poko et poursuit ses actions de sécurisation en coordination avec les Forces de Sécurité Intérieure (FSI), en patrouillant dans les arrondissements pour faire face à tout incident sécuritaire et lutter contre la criminalité et le banditisme. Ainsi, 440 patrouilles ont été menées la semaine dernière à l'intérieur de la capitale et ses alentours, de jour comme de nuit.

Dans le cadre de son mandat de protection des populations civiles, la Force a mené un total de 2592 patrouilles notamment avec les FACA, dont 677 nocturnes sur le territoire centrafricain durant la semaine écoulée.

## **CIMIC**

Dans le cadre des activités civilo-militaire, à Bangui, les casques bleus ont distribué 104.000 litres d'eau potable la semaine dernière dans les camps des personnes déplacées internes et dans les écoles de police et de gendarmerie, soit un total de 8.299 bénéficiaires.

Dans la région ouest, le 2 novembre, l'équipe CIMIC des casques bleus tanzaniens, le sous-préfet de Sangha Mbaéré et la commission électorale ont rencontré les femmes de la préfecture afin de les sensibiliser sur l'importance de participer aux élections législatives et présidentielles. Les 1<sup>er</sup> et 4 novembre, les casques bleus bangladais ont mené une campagne médicale gratuite pour les habitants de Bocaranga et Nguagueno, et ont distribué des produits divers des couvertures, des vêtements pour bébés, des articles éducatifs, et des articles de sport à Nguagueno.

Au centre, plusieurs activités CIMIC ont été conduites la semaine écoulée. Le 2 novembre, les casques bleus népalais ont aidé à débourber un véhicule civil à Bambari coincé dans une route boueuse, et ont aussi participé avec la population locale à arranger une route boueuse, afin de faciliter le déplacement des habitants de la ville. Le 4 novembre, des visites médicales gratuites ont été menés au profit de la population locale et une visite a été organisée au Centre MultiMedia de la ville, pour partager les connaissances informatiques de base avec des étudiants. Par ailleurs, et dans le but de renforcer les capacités de la population, les casques bleus pakistanais ont mis en place cinq cadres de formation professionnelle en couture pour les habitants de la région centre dont le deuxième est en cours à Ndélé.

A l'est, une délégation dirigée par le Commandant de la Force de la MINUSCA a visité Bangassou le 5 novembre pour l'inauguration du pont métallique au PK34 sur l'axe Bangassou-Rafai-Zemio.

Au cours de cette cérémonie, le FC s'est adressé aux autorités locales de Bangassou et la communauté locale du village de Yongofongo, et a également remercié les casques bleus et particulièrement les ingénieurs pakistanais pour leur professionnalisme et dévouement pour la réalisation de se projet qui va améliorer l'infrastructure routière dans cette partie de la région Est.

## **PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA**

La semaine écoulée a été marquée par deux importantes cérémonies au profit des Forces de sécurité intérieure (FSI) centrafricaines. En effet, dans le cadre de son mandat d'appui, le chef du pilier développement UNPOL par intérim, a procédé le 4 novembre à l'Ecole Nationale de Police, à la remise officielle de matériels à l'Unité Mixte de Gestion des Projets (UMGP) des FSI. Les équipements vont permettre le démarrage effectif des activités imminentes de l'unité dont la pré-validation de la loi d'orientation et de programmation des FSI 2019-2023 ainsi que les priorités liées au processus électoral pour une appropriation nationale plus accrue du processus de réforme.

Parallèlement, UNPOL a procédé le 6 novembre, à la remise officielle d'un forage au poste de Police de Kokoro Boeing, en présence du Directeur de la Sécurité et de l'Ordre Public ainsi que des responsables et notables de la communauté locale. L'ouvrage, d'une valeur de 15.450.000 francs CFA, permettra à cette unité d'être autonome et d'alimenter les populations riveraines en eau potable.

## **PROCESSUS ELECTORAL**

UNPOL et le PNUD ont démarré le 9 novembre à Bangui, une session de formation de trois jours sur la coordination et la supervision des unités chargées de la sécurité lors des élections au profit de 30 chefs d'unités et responsables FSI. L'objectif est de renforcer les capacités des personnels des FSI pour mieux protéger les populations civiles et empêcher les violences électorales.

Le groupe de travail UNPOL Elections multiplie les séances de travail et des rencontres avec les FSI pour une meilleure organisation. Il s'est entretenu la semaine écoulée avec les différents chefs secteurs et chefs de colocation. Le but de la réunion était d'informer l'ensemble des UNPOL à Bangui et en provinces sur les dispositions prises pour l'organisation des élections et le rôle que chaque policier doit jouer pendant cette période. Ils ont également été informés du prochain lancement d'une ligne verte d'urgence, le 1325, pour recueillir les plaintes des femmes victimes ou témoins de menaces ou violences.

Dans la Nana-Mambéré, UNPOL a animé le 07 novembre dernier au camp Leclerc de Bouar, une séance de sensibilisation sur la sécurisation des élections prochaines, la notion de genre et les mesures barrières dans la lutte contre la Covid-19 au profit des femmes FSI, FACA et Administration pénitentiaire.

## **APPUI OPERATIONNEL AUX FORCES DE SECURITE INTERIEURES**

Dans le cadre de la protection des civils, plusieurs patrouilles conjointes ont été organisées par UNPOL en collaboration avec les FSI. 12 présumés auteurs de diverses infractions ont été interpellés à Bangui, deux dans la région ouest pour tentative de vol et pour viol sur mineure, trois dans la région centre et trois également dans la région est. La Section Investigations Criminelles d'UNPOL en collaboration avec la Section Justice et affaires pénitentiaires, continue d'appuyer les autorités judiciaires du Gouvernement centrafricain et de la Cour Pénale Spéciale, dans le cadre de plusieurs enquêtes.

Les visites médicales au recrutement des FSI planifiées du 30 octobre au 10 novembre 2020 ont régulièrement eu lieu dans les deux écoles. 1212 sur 1305 candidats attendus ont subi les tests. Les retardataires et les candidats de Birao et d'Obo sont toujours attendus et seront pris en charge.

Pour conclure, la base de l'unité de Police constituée indonésienne a servi de cadre, le 7 novembre, à un exercice de simulation regroupant les Forces de défense et de sécurité centrafricaine, la Force et UNPOL MINUSCA. Différents scénarios ont été présentés sur la sécurisation des populations et des institutions en cas d'attaque dans la ville de Bangui. Cet exercice s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan Intégré de Sécurisation des élections.

© SCPI 2020